

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Strasbourg, le 17/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRONOX FRANCE SAS

95 Rue du Général de Gaulle
BP 10059
68800 Thann

Références : 2026_02_03_Tronox_VIIC_Ech_EDD
Code AIOT : 0006700653

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement TRONOX FRANCE SAS implanté 95 Rue du Général de Gaulle BP 10059 68800 Thann. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/07/2024 en lien avec la mise à jour de l'Étude De Dangers (EDD) du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRONOX FRANCE SAS
- 95 Rue du Général de Gaulle BP 10059 68800 Thann
- Code AIOT : 0006700653
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

TRONOX est une société spécialisée dans la production de dioxyde de titane ultra fin, principalement destinée à des fins de traitement des matrices atmosphériques et aqueuses. Les activités sont soumises aux directives dites "SEVESO" et "IED".

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Analyse de mise à jour de l'EDD	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.181-25	Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour de l'Etude De Dangers (EDD)	AP de Mise en Demeure du 11/07/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Plan d'actions pour mettre à jour l'EDD	AP de Mise en Demeure du 11/07/2024, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour faire suite à l'arrêté de mise en demeure du 11 juillet 2024, l'exploitant a mis en place l'ensemble des actions demandées dans celui-ci. En conséquence, il est proposé que les dispositions de cet arrêté soient levées.

En revanche, plusieurs demandes de mise à jour de l'EDD (Etude De Dangers) ont été soulevées lors de cette inspection, ainsi que lors de l'inspection du 19 novembre 2025. Néanmoins, compte tenu de la nature documentaire des non-conformités relevées, de l'absence d'impact immédiat pour la préservation des intérêts mentionnées à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, et des engagements formels pris par l'exploitant pour compléter son EDD, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement. Un arrêté préfectoral prescrivant la réalisation d'une nouvelle EDD **pour le 31 décembre 2026 au plus tard** est toutefois proposé.

Enfin, des demandes de justificatifs (emplacement de détecteurs et zone de stockage d'IBC d'acide sulfurique) ont été demandées à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour de l'Etude De Dangers (EDD)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, EDD mise à jour
Prescription contrôlée : La société TRONOX France, dont le siège social est situé 95, Rue du Général de Gaulle à Thann(68800), exploitant d'un établissement industriel implanté à la même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral susvisé, de l'article 7 et des annexes II et III de l'arrêté ministériel susvisé, reprises en annexe, en déposant auprès du préfet et de l'inspection des installations classées, une étude de dangers de l'établissement mise à jour, au plus tard pour le 31/12/2024.
Constats : L'exploitant a transmis par mail le 28/02/2025 la version 4 de son EDD (Étude De Dangers). Le délai du 31/12/2024 avait été reporté conformément au courrier du préfet du 16/01/2025 en lien avec l'inspection du 07/11/2024 aboutissant, elle aussi, à une demande de mise à jour de l'EDD du site. En conséquence, l'Inspection considère que l'exploitant a répondu favorablement à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure susmentionné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Plan d'actions pour mettre à jour l'EDD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'actions
Prescription contrôlée : D'ici fin juillet 2024, l'exploitant propose un plan d'action pour mettre en oeuvre l'article 1, accompagné d'un calendrier précisant les échéances associées à chaque étape. L'exploitant tient l'inspection informée de l'avancement de ce plan d'action à chaque étape franchie.
Constats : L'exploitant a transmis par mail le 30/07/2024 une proposition de plan d'action. Dans celui-ci, il propose notamment la mise en place d'une nouvelle MMRI (Mesure de Maîtrise des Risques Instrumentée) en lien avec le phénomène dangereux TUYSO3. La mise en place de ce plan d'action a été vérifiée, ces éléments sont détaillés dans le constat suivant. En conséquence, l'Inspection considère que l'exploitant a répondu favorablement à l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure susmentionné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Analyse de mise à jour de l'EDD

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.181-25

Thème(s) : Risques accidentels, Complétude des éléments constituant l'EDD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.</p> <p>Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.</p> <p>En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.</p> <p>Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour faire suite à la remise de la version 4 de l'étude de dangers (EDD) du site le 28/02/2025, des demandes de compléments ont été émises. Une nouvelle version de l'EDD a ainsi été transmise en juin 2025 (version 5).</p> <p>Après analyse de cette version 5 de l'EDD, il est ressorti plusieurs interrogations transmises à l'exploitant par mail le 10/12/2025 en vue de faciliter le déroulement de la présente inspection.</p> <p>Étant donné la sensibilité de certaines informations, le détail des échanges et constats est présenté dans la partie confidentielle du présent rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé afin de prescrire la remise d'une nouvelle EDD avant la fin de l'année comprenant a minima les éléments susmentionnés.</p> <p>Par ailleurs, sous un délai de deux mois, l'exploitant transmettra à l'Inspection les justificatifs suivants :</p> <p>1/ une étude justifiant l'emplacement des 4 nouveaux détecteurs de SO₂ ;</p> <p>2/ des preuves de la conformité de la zone de stockage des IBC d'acide sulfurique avec son environnement.</p> <p>Enfin, l'exploitant mettra également à jour la fiche de vie de la MMR 18 qui mentionne : "En cas de défaillance, pas de comportement particulier du détecteur".</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 2 mois